

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen d'Athènes

Un Conseil européen informel s'est réuni à Athènes, le 16 avril dernier, pour la signature du traité d'adhésion des dix pays candidats à l'Union européenne. A cette occasion, les Quinze ont adopté une Déclaration qui souligne que l'adhésion est un nouveau contrat entre les peuples. L'adhésion sera effective le 1^{er} mai 2004, après avoir été approuvée par référendum par les dix pays candidats.

Le Conseil d'Athènes a eu un échange de vues avec le président de la Convention européenne, Valéry Giscard d'Estaing. Le principe de la création d'un ministre européen des affaires étrangères a fait presque l'unanimité, des divergences subsistent sur la présidence du Conseil et la composition de la Commission. Il a été confirmé que le projet de traité constitutionnel sera présenté au Conseil européen de Thessalonique, le 20 juin prochain.

Télécommunications

♦ **Financement du service universel** : La Commission a décidé, le 9 avril dernier, de mettre la France en demeure de respecter un arrêt de la Cour de justice, du 6 décembre 2001 (voir bulletin 94/95), relatif au financement du service universel : la Cour avait retenu les griefs de la Commission et estimé que France Télécom devait rembourser les trop perçus de 1997 et 1998. Suite à cet arrêt, la France avait recalculé le coût net du service universel pour les années 1997/2000, mais la Commission estime que l'application de l'arrêt est incomplète, notamment en ce qui concerne la publication des contributions respectives totales des différents opérateurs pour la période 1997/2001, la transparence du coût net du service universel pour la période 1998/1999, l'apurement financier des trop perçus par France Télécom.

Rappelons que la France est le seul Etat membre, avec l'Italie, à utiliser la possibilité donnée par les règles européennes de faire financer par tous les opérateurs le surcoût du service universel.

♦ **Aides d'Etat** : le délai de "l'appel à commentaires" lancé par la Commission, suite au soutien apporté par l'Etat français à l'opérateur historique France Télécom en décembre dernier, a expiré le 12 avril dernier.

Organisation mondiale du commerce

♦ **Accord général sur le commerce des services (AGCS)** : La date butoir fixée pour faire aboutir les négociations menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a expiré, le 31 mars dernier, sans qu'aucun consensus n'ait été dégagé. Un des points d'achoppement est la question des déplacements temporaires des personnes en liaison avec la fourniture de services qui fait craindre aux pays développés, notamment ceux de l'Union européenne, .../...

The European Council of Athens

An informal Council of the Union was held in Athens on 16th April, to sign the Treaty of Adhesion for the ten candidate States. At this occasion the Fifteen adopted a declaration stressing that adhesion was a new contract amongst the peoples. The adhesion will become effective on 1st May 2004, after approval by referendum in each of the candidate States.

The Athens Council also conducted an exchange of views with the European Convention President, Valery Giscard d'Estaing. The principle of the creation of the European Foreign Affairs Ministry received a quasi-unanimity, however, there are still some divergences concerning the Council Presidency and the composition of the Commission. It was confirmed that the draft of the Constitutional Treaty will be presented at the European Council of Thessalonica, on 20th June 2003.

Telecommunications

♦ **Funding of the universal service**: On 9th April the Commission decided to issue a notice against France calling it to abide by The Court of Justice's decision of 6th December 2001 (see bulletin 94/95), concerning universal services. The Court had retained the Commission's grievances and judged that France Telecom should pay back overpayments received between 1997 and 1998. Following this decision, France had re-evaluated the net cost of universal service for the years 1997/2000, however, the Commission considered that the implementation of the decision was incomplete, in particular in what concerns the publications of respective total contributions of different operators over the period 1997/2001, the transparency of the net cost of universal service for the period 1998/1999 and the clearing of the over payment to France Telecom.

It should be recalled that France is the only Member State, together with Italy, employing the possibility provided by the European rules, to involve all operators in the funding of excess cost of universal service.

♦ **State aid**: The delay for the "Appeal for Comments" launched by the Commission last December, following the support accorded by the French government to its historic operator "France Telecom" expired on 12th April.

World Trade Organisation

♦ **The general agreement for trade of services (GATS)** The final date set to round up negotiations carried out within the framework of the World Trade Organisation (WTO), expired on 31st March, without reaching any consensus. One of the points of conflict is the issue of temporal movements of people in relation with the provision of services, which threatens developed countries in particular those in the European Union, .../...

L'afflux d'immigrants illégaux. La prochaine échéance importante est la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, qui aura lieu du 10 au 14 septembre prochain.

♦ **Le Mouvement syndical international** (Global Unions Group), qui est composé de la Confédération européenne des syndicats (CES), de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), de la Confédération mondiale du travail (CMT) et du comité syndical (TUAC) de l'OCDE, a écrit au commissaire Lamy dans la perspective du Sommet de Cancun de septembre prochain, pour demander, notamment i/ une réunion préalable des ministres du commerce et du travail avec les organisations syndicales et patronales ii/ la garantie des services publics et d'intérêt général face à la concurrence iii/ l'établissement de règles pour les investissements multilatéraux visant à tenir compte des droits fondamentaux des travailleurs.

Cour de Justice

♦ **Banques allemandes** : Deux arrêts sont intervenus récemment concernant la Westdeutsche Landesbank (West LB).

L'un, en décembre 2002 (C-209/00), par lequel la Cour déclare que l'Allemagne n'a pas correctement exécuté la décision de la Commission ordonnant la récupération des aides étatiques à la banque (voir bulletins 105, 81, 74) et n'a pas démontré que les mesures communiquées en 1999 et 2000 étaient aptes à rétablir sans délai la concurrence qui avait été faussée.

L'autre, de mars 2003 (T-228/99 et T-233/99) par lequel le Tribunal de première instance annule la décision de la Commission selon laquelle le transfert de la Wohnungsbauförderungsanstalt à la West LB, tous deux organismes de droit public, constituait une aide d'Etat illicite et incompatible avec le marché commun. Le motif retenu par le tribunal est que la Commission n'a pas motivé le taux de référence utilisé pour démontrer le caractère inapproprié de la rémunération versée.

♦ **Sanction pénale des atteintes au droit communautaire** : La Commission a décidé de saisir la Cour de justice pour que les atteintes au droit communautaire en matière d'environnement soient fondées sur le premier pilier. En l'occurrence, la Commission demande l'annulation de la proposition de décision cadre pour la sanction pénale d'atteintes à l'environnement adoptée par le Conseil, le 27 janvier dernier. Cette décision cadre a été adoptée par les Quinze sur la base de la coopération intergouvernementale en matière de justice pénale (troisième pilier). La Commission avait mis sur la table un projet très proche mais se fondant sur la compétence communautaire en matière d'environnement (premier pilier).

Selon la Commission, fonder la base juridique en matière d'infraction à l'environnement sur l'article 175 du traité permettrait, notamment, que la Cour puisse intervenir en matière de contrôle et de sanction et que le Parlement gagne un pouvoir en matière d'harmonisation judiciaire. C'est la première fois qu'Etats membres et Commission s'affrontent sur cette question de principe.

♦ **Elargissement** : L'élargissement de l'Union va entraîner un quasi-doublement du nombre des magistrats et des langues officielles et va multiplier le temps et coûts de traduction.

with influx of illegal immigrants. The next important session is the Ministerial Conference of the the WTO at Cancun, which will take place this September 10th to 14th.

The International Trade Union Movement (Global Unions Group) which is composed of European Trade Union Confederation (ETUC), the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU), World Confederation of Labour (WCL), and Trade Union Advisory Committee (TUAC) of the OECD, has written to Commissioner Lamy, in the perspective of the Cancun Summit of September to ask, in particular, for, i) a preliminary meeting of ministers of Labour and Commerce with Trade Unions and Employers' Unions. ii) the guarantee of public and general interest services against competition iii) the setting up of rules in favour of multilateral investments aimed at taking into account fundamental rights of workers.

Court of Justice

♦ **German Banks**: Two decisions have recently been published concerning the Westdeutsche Landesbank (West LB).

The first came in December 2002 (C-209/00) by which The Court declares that it wrongly implemented the Commission's decisions to retrieve state aid from the bank (see bulletins 105, 81, 74) and has further not correctly shown that measures proposed in 1999 and 2000 were sufficient in establishing, without delay, competition which was distorted.

The second, in March 2003 (T228/99 and T233/99) by which the Tribunal of First Instance nullifies the Commission's decision through which the transfer of Wohnungsbauförderungsanstalt to West LB, both of which fall under public law, constituted illicit State aid and therefore incompatible with the Common Market. The argument used by the Tribunal is that the Commission did not justify the rate of reference used to illustrate the inappropriate nature of the payments made.

♦ **Criminal penalties in offences against Community Law**: The Commission has decided to call upon the Court of Justice to ensure that offences against the Community Law in matters concerning the environment be based on the first pillar. As a result the Commission is asking for the nullification of the framework decision proposal for criminal penalties of acts against the environment which was adopted by the Council on 27th January. This framework decision was adopted by the Fifteen on the basis of intergovernmental cooperation in criminal law matters (third pillar). The Commission had put forward a very similar draft but which was based on the Community competences in environmental issues (first pillar).

According to the Commission, fixing the legal base in matters of offences to the environment in article 175 of the Treaty would make it possible for, in particular, the Court to be able to intervene, in verification and penalty and for the Parliament to gain more power in legal harmonisation issues. It is the first time that Member States and the Commission have clashed on this questions of principle.

♦ **Enlargement**: The enlargement of the Union will bring about almost the doubling of Judges and will extend the time and the cost for translation.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.